

MUNICIPALES
2026

Les huit candidats interrogés sur différentes thématiques

Les écoles : dossier brûlant du mandat

Vétusté des bâtiments, conditions thermiques difficiles, investissements : à Limoges, la question des écoles a cristallisé les tensions politiques tout au long du mandat. À l'approche des municipales, les candidats s'affrontent encore sur l'état du patrimoine scolaire et les réponses à apporter.

STÉPHANIE BARRAT
stephanie.barrat@centrefrance.com

S'il y a bien un sujet sur lequel les élus de gauche et de droite se sont écharpés, quasiment à chaque conseil municipal depuis six ans, c'est bien l'école. Guillaume Guérin, adjoint aux finances en tête, et la droite, l'ont répété à l'envi : « On a dépensé [des dizaines de] millions d'euros depuis 2014. Pourquoi ? Parce que le patrimoine scolaire a été abandonné pendant quatre décennies. Pas un euro n'a été dépensé par nos prédécesseurs. L'état de délabrement de ce patrimoine scolaire, c'est largement le fait de nos prédécesseurs. » Un tacle que la gauche d'opposition ne supporte pas. Arguant que

l'argument de la droite est « fallacieux », ils assurent que les écoles « n'étaient pas dans un état si déplorable que cela », qu'elles « n'ont jamais été délaissées ». Au-delà de la joute politique, un constat s'impose : les bâtiments scolaires limougeaux sont anciens. Et pour certains, mal adaptés aux enjeux climatiques actuels. Passoires thermiques l'hiver, fours l'été, les écoles concentrent les critiques. À l'automne, le froid s'invite parfois dans les classes avant la remise en route du chauffage. En septembre 2025, des parents de l'école Jules-Ferry alertaient la mairie : dans certaines salles, le thermomètre descendait sous les 15 °C. Une situation similaire avait déjà été constatée en novembre 2022 à l'école Léon-Blum, au retour des vacances. Des épisodes loin d'être isolés. À l'inverse, lors

Entre 2014 et 2026, la Ville a investi près de 88 millions d'euros dans les bâtiments jeunesse et petite enfance

des vagues de chaleur, la température devient parfois insoutenable. À l'été 2025, le maire avait même dû prendre un arrêté municipal exceptionnel pour fermer les écoles de la commune les 1^{er} et 3 juillet.

Un terrain sur lequel le député insoumis Damien Maudet s'est engouffré. Très offensif sur les réseaux sociaux, il a multiplié les vidéos, relayant des SMS et des mails de parents d'élèves expliquant notamment que leurs enfants ne pouvaient pas enlever leur manteau en classe.

Face à ces critiques, la municipalité met en avant les investissements engagés. Des travaux ont bien été lancés sous le mandat du maire sortant pour rénover les écoles et améliorer leur performance thermique. « La liste exacte des travaux est technique et difficile à lire », reconnaissait dans nos

colonnes Vincent Jalby, premier adjoint, notant toutefois que les travaux principaux concernaient les toitures et les menuiseries.

Entre 2014 et 2026, la Ville a investi plus de 88 millions d'euros dans les bâtiments jeunesse et petite enfance : soit plus de 50 millions pour les écoles, près de 14 millions pour les accueils de loisirs, plus de 12 millions pour la restauration scolaire et plus de 4 millions pour les crèches, auxquels s'ajoutent les dépenses de matériel, mobilier, pour près de 8 millions d'euros (*).

Autre axe mis en avant par la majorité : la lutte contre les îlots de chaleur. L'objectif est de remplacer le bitume par des végétaux ou du bois pour faire chuter la température de plusieurs degrés. Le groupe scolaire Jules-Ferry, dont les quatre cours de récréation ont été réaménagés en 2024, a d'ailleurs servi de laboratoire, inaugurant une méthode de « co-construction » entre la Ville et les équipes éducatives, désormais généralisée.

Au total, le nombre de cours d'écoles végétalisées est égal à : 18 cours dans 8 écoles/groupes scolaires différents pour un montant de plus de 3,4 millions d'euros. Le nombre de cours végétalisés en crèche est égal à 6 pour un montant de plus de 545.000 euros (*).

Si tous les candidats semblent d'accord sur leur volonté d'investir massivement dans les écoles, le débat sera davantage centré sur les montants et le rythme de ces travaux puisqu'ils devront faire avec le chantier Beaublanc. ●

(*) CHIFFRES COMMUNIQUÉS PAR LA VILLE

Uniforme La gauche porte plainte

Le maire de Limoges a voulu l'expérimentation de l'uniforme. L'école Aigueperse, dans le quartier prioritaire du Val de l'Aurence nord, a été choisie dès la rentrée 2024. « Ce vêtement unique [...] serait avant tout un signe de reconnaissance et d'appartenance, c'est sa première qualité. Il permettrait un effacement partiel des différences sociales et c'est une manière de soigner une fracture qui exclut et stigmatise à un coût raisonnable », soulignait Émile Roger Lombertie en conseil municipal, près d'un an avant le lancement de cette expérimentation. Un coût qui s'élève pourtant à 194.000 euros et qui a fait bondir ses opposants. « L'uniforme à Limoges, c'est 1.000 € par élève [200 élèves] ! Alors que les écoles de Limoges sont pauvres, le maire décide de mobiliser 200.000€ d'argent public pour habiller une unique école de 200 élèves, avait ainsi dénoncé sur le réseau social X l'élus PS Thibault Bergeron, directeur d'école. Plutôt que d'allouer cette somme à une seule école, on aurait pu l'utiliser pour sortir les 59 autres écoles de la pauvreté. » Le socialiste Thierry Miguel, candidat à la mairie de Limoges, a finalement saisi le procureur de la République de Limoges au titre de l'article 40 à propos de ces tenues uniques distribuées à l'école Aigueperse. Il se demande si le code des marchés publics a bien été respecté. Il appartient « à la justice de se prononcer sur cette affaire », a-t-il résumé. Selon le parquet, l'enquête est toujours en cours. ●



Chaque année, de nombreux travaux sont annoncés dans les écoles de Limoges. Des travaux de menuiserie ont été ainsi menés ici dans l'école Jean-Montalat dans le quartier de